

Projet de Résolution européenne pour le renforcement du soutien à l'Ukraine
séance du mercredi 12 mars 2025
Intervention au nom du Groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR)
Par Jean-Paul LECOQ
Député de Seine-Maritime

Madame la Présidente,

Monsieur le rapporteur,

Chers collègues,

La proposition de résolution que nous devons étudier s'apparente en réalité à un « renforcement du soutien à la guerre ».

Elle vise aussi à faire exister Emmanuel Macron sur la scène internationale, pour qu'il se place - ou qu'il se sente exister - aux côtés des Présidents américain, russe et ukrainien.

La guerre dont il s'agit aujourd'hui est hybride : la Russie allie opérations militaires en Ukraine et cyberattaques dans toute l'Europe.

Ces attaques numériques visent à déstabiliser nos pays en utilisant la désinformation et la propagation d'opinions ou d'idéologies d'extrêmes droites, abîmant nos démocraties, mais aussi elle s'attaque à nos entreprises et services publics en piratant leurs logiciels informatiques, selon les informations que vous nous communiquez.

En France, nous devons être prêts à combattre les ingérences étrangères venant de la Russie, ainsi que de tout autre pays.

La France n'est pas en guerre militairement avec la Russie, l'Europe non plus.

Présenter la situation actuelle de cette manière, de la part du Président de la République, est une dramatisation de la menace que représente la Russie.

SA SEULE RAISON : EFFRAYER LA POPULATION POUR PREPARER LES ESPRITS A LA GUERRE.

Le monde post seconde guerre mondiale avait convenu d'augmenter les dépenses sociales des États et de fabriquer des règles, le droit international, pour que plus jamais dans le monde on ne connaisse ce que l'Europe venait de vivre, pour éviter à nouveau la montée des populismes et du fascisme.

Pourtant aujourd'hui, le droit international est bafoué de toutes parts, et la France y participe alors qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et devrait jouer un rôle d'exemplarité.

Pour reprendre les mots d'Emmanuel Macron, « la paix ne doit pas répondre au diktat russe », pourtant la France et l'Union européenne répondent aux diktats américains.

Donald Trump voulait que la France et l'Union européenne augmentent leurs dépenses, il a suspendu l'aide américaine à l'Ukraine.

Par magie, l'Union européenne a débloqué 800 milliards d'euros pour l'Ukraine. Et hier, le Président Trump a rétabli les aides américaines à l'Ukraine.

On nous répète sans cesse depuis des années qu'il n'y a pas d'argent pour notre système social, les projets de lois de finances en attestent.

Le 5 mars, Emmanuel Macron a dit aux français qu'il ferait augmenter les dépenses militaires sans augmenter les impôts.

Mais d'où viendra l'argent ?

En vidant davantage les budgets de l'Hôpital public ?

De l'éducation ?

En augmentant encore l'âge de départ à la retraite et en abaissant les pensions ?

Va-t-il utiliser l'épargne des français ?

La guerre est impérialiste, capitaliste et patriarcale. Nous ne pouvons donc pas défendre tout projet de guerre, ou de préparation à celle-ci.

Les femmes, les enfants, les handicapés, les personnes âgées, les pauvres, sont les premiers touchés par les effets de la guerre, l'environnement également d'ailleurs.

Le secteur de l'armement génère des profits titanesques pour assoir le pouvoir de quelques dirigeants.

L'Ukraine se dit prête à la paix et l'a rappelé hier à Djeddah.

Alors pourquoi nous réarmons-nous ?

La France et l'Union européenne ne vont pas dépenser des centaines de milliards d'euros dans de l'armement pour qu'il repose sur des étagères ou dans des hangars.

Ce qui sert à la défense peut aussi servir à l'attaque.

L'urgence est à accompagner, à soutenir tous les processus de paix.

La France doit être à l'initiative d'une conférence internationale sur la sécurité et la coopération en Europe.

Il serait dommage que notre pays soit frappé du syndrome des fabricants d'armes.

Pour conclure, j'aimerais souligner la malhonnêteté des débats, bien qu'elle ne soit pas nouvelle. Sur le conflit israélo-palestinien, lorsque nous ne dénonçons pas les crimes du Hamas, nous sommes antisémites. Pour la guerre en Ukraine, si on ne défend pas la course à l'armement de la France et de l'Europe, nous sommes pro-Poutine.

Qui peut être contre la libération des enfants ?

Mais vous voudriez nous faire voter l'adhésion de l'Ukraine à l'UE sans plus de réflexion,

C'est non.

Nous ne pouvons pas laisser penser que nous soutiendrions l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN car pour nous l'utilité de l'OTAN est posée.

En l'état actuel du texte nous ne voterons pas en faveur.